

7 février 2023

## La croissance ploie mais ne rompt pas

- **Fin 2022, à l'exception notable des Etats-Unis où la croissance est demeurée soutenue, les chiffres du PIB ont montré un net ralentissement de l'économie mondiale.** En zone euro, l'entrée en récession a été évitée malgré une petite contraction de l'activité en Allemagne, mais le PIB a à peine progressé. Chose rare, la Chine a connu une stagnation du PIB au 4<sup>ème</sup> trimestre, concluant une année très décevante, ponctuée par les allers-retours de la politique sanitaire. Les relations commerciales avec ses voisins asiatiques en ont d'ailleurs été perturbées, ce qui a pesé sur le commerce mondial à la fin de l'an dernier.
- **Outre-Atlantique, la consommation des ménages semble marquée le pas alors que les ménages ont commencé à remonter leur taux d'épargne,** tandis que le marché immobilier continue à se dégrader. Mais **en zone euro, les enquêtes de conjoncture ont confirmé en janvier une certaine éclaircie qui laisserait entrevoir la possibilité d'éviter une entrée en récession.** Le soutien budgétaire mis en place par les gouvernements pour faire face à la crise énergétique produit sans doute encore ses effets. Surtout, le prix du gaz, et dans son sillage celui de l'électricité, a beaucoup baissé depuis son pic de l'été dernier. Les chefs d'entreprise sont donc peut-être un peu moins inquiets sur le coût futur de leurs approvisionnements mais aussi sur la disponibilité d'énergie pour les mois à venir. Enfin, **la réouverture de l'économie chinoise, même si elle a été à l'origine d'une flambée épidémique à court terme, est annonciatrice de normalisation des chaînes d'approvisionnement et d'une croissance de la demande chinoise plus soutenue.** Le revers de la médaille est une reprise des cours des matières premières industrielles (dont la Chine est grosse consommatrice) et peut-être aussi une demande plus soutenue de pétrole (c'est ce que prévoit l'Agence internationale de l'énergie).
- Cela ne devrait sans doute pas empêcher une poursuite du **reflux de l'inflation** qui s'est engagé sur la fin de l'année 2022, essentiellement sous l'effet du tassement des prix de l'énergie. Certes, le niveau de l'inflation mesurée sur un an est encore très élevé et dans certains secteurs les effets du ressaut des salaires et les legs de la crise énergétique se traduisent par des hausses de prix soutenues. C'est pourquoi les grandes banques centrales ont de nouveau augmenté leurs taux directeurs en février, tout en annonçant d'autres hausses à venir.
- Les investisseurs se montrent néanmoins résolument optimistes depuis le début de l'année, comme le suggère la **dynamique haussière des Bourses.** Ce rebond est sans doute d'une nature différente de celui qui avait été observé à deux reprises courant 2022, au printemps et à l'automne. A l'époque, la dégradation des perspectives économiques laissait attendre pour les investisseurs une pause dans le resserrement monétaire. Les banques centrales leur ont donné tort. En début d'année les marchés financiers ont joué plutôt un « scénario rose » dans lequel les facteurs haussiers mentionnés ci-dessus permettraient à l'activité économique de se stabiliser tout en observant une atténuation des pressions inflationnistes, ce qui permettrait aux banques centrales de se montrer moins fermes dans les mois à venir. Finiront-ils par avoir raison ?

Alain Henriot

(contributeurs P. Aurain, M. Blanchet, H. Haddar, C. Ponton et R. Rabeantoandro)

Pour recevoir automatiquement nos publications par mail, abonnez-vous !

[CLIQUEZ ICI](#)

## Zone euro – La récession sera-t-elle évitée ?

En janvier, les indices de climat des affaires (PMI) pour la zone euro ont continué à se redresser (pour le 3<sup>ème</sup> mois consécutif). Dans l'industrie, en France et en Italie, cet indice repasse au-dessus du seuil de 50, délimitant les phases d'expansion et récession. Pour les services, l'indice d'ensemble de la zone euro dépasse aussi le seuil de 50. L'enquête IFO en Allemagne note aussi une amélioration du climat des affaires, surtout concernant les perspectives à 6 mois qui s'étaient énormément dégradées courant 2022. Le reflux du prix du gaz et, d'une manière plus générale, les moindres craintes quant à la disponibilité d'énergie ont probablement joué. **Au 4<sup>ème</sup> trimestre, le PIB de la zone euro a connu une très légère progression (+0,1 %) malgré la contraction du PIB allemand (-0,2 %) et italien (-0,1 %).** L'Espagne connaît une petite hausse de son PIB (+0,2 %), ainsi que le Portugal et la Belgique. Signe d'une certaine résilience de l'activité, le taux de chômage est resté en décembre au plus bas (6,6 %).

**L'inflation se tasse encore un peu en janvier (8,5 % sur un an après 9,2 % en décembre et un point haut à 10,6 % en octobre).** La hausse des prix de l'énergie se modère de nouveau nettement (17,6 % sur un an après 25,5 % en décembre et un pic à 41,5 % en octobre). La hausse des prix dans les services plafonne mais celle des produits industriels s'accroît, tout comme celle des produits alimentaires. **La BCE a de nouveau relevé ses taux directeurs de 50 points de base en février (à 3 % pour le Refi).** C. Lagarde a annoncé une nouvelle hausse de même ampleur en mars. Elle a toutefois indiqué que la balance des risques pour l'inflation était plus équilibrée avec la détente des prix de l'énergie.

## Royaume-Uni – L'inflation toujours au cœur des préoccupations

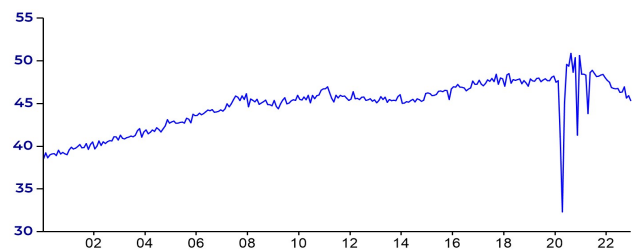
**Après une inflation record en octobre à 11,1 %, la légère accalmie semble se poursuivre avec un second mois consécutif de ralentissement (10,5 % en décembre).** Malgré la baisse des prix de l'énergie qui a permis cette dégrèue, le taux d'inflation reste cependant à un niveau très élevé et continue de peser sur le budget des plus modestes avec des prix dans l'alimentaire toujours à la hausse (+ 16,5 % sur un an). Les ménages sont également restreints au niveau de l'obtention de crédit. En effet, basé sur son enquête trimestrielle concernant les conditions d'accès au crédit, la BoE indique que le resserrement de l'accès aux crédits se poursuit au T4 2022 (crédits à la consommation et crédits immobiliers). Selon elle, cela pourrait continuer de se dégrader au T1 2023. Ces difficultés croissantes poussent les Britanniques, particulièrement dans le secteur public, à poursuivre leur mobilisation dans l'espoir d'obtenir des revalorisations salariales. Au niveau de la politique monétaire, la Banque d'Angleterre a procédé à sa 10<sup>ème</sup> hausse de son taux directeur depuis décembre 2021 à 4% (+50 pb) et devrait poursuivre cette hausse le mois prochain.

## France – Net repli de la consommation

**Le PIB enregistre une petite progression au 4<sup>ème</sup> trimestre (+0,1 % après +0,2 % le trimestre**

**précédent). En moyenne annuelle, il augmente de 2,6 % en 2022 grâce surtout à l'acquis procuré par le rebond courant 2021.** En revanche, l'acquis de croissance pour 2023 est limité (0,3 %). L'investissement des entreprises résiste, enregistrant une nouvelle progression après une dynamique très favorable au 3<sup>ème</sup> trimestre. Les exportations se replient après le ressaut observé cet été. Mais le principal point de faiblesse de l'économie française a été ces derniers mois la consommation des ménages. Elle recule de 0,9 % au 4<sup>ème</sup> trimestre après deux trimestres de hausse qui tenait notamment à la réouverture des activités de services. **Les dépenses en biens en décembre sont revenues à leur niveau de 2015 (en volume), alors que la population a crû de 1,6 million de personnes entre temps.** Les postes les plus en difficulté sont l'alimentaire (dont les prix ont fortement augmenté) et l'énergie (sobriété oblige...). Les achats de voitures se sont un peu redressés fin 2022 mais ils restent très en deçà de leur niveau de 2019. Les dépenses en habillement ont par ailleurs stagné en 2022, bien en deçà des niveaux des 10 dernières années.

France : consommation des ménages en biens (milliards d'euros chaînés de 2014, CVS-CJO)



Source : IHS, LBP

**L'indice synthétique de climat des affaires de l'Insee est stable depuis septembre dernier, juste au-dessus de sa moyenne de long terme.** Une petite amélioration est observée en janvier dans l'industrie, les services et le commerce de détail. Il se détériore légèrement dans le bâtiment, tout en demeurant à haut niveau.

**L'inflation atteint 6,0 % sur un an en janvier après 5,9 % en décembre.** La hausse des prix de l'énergie s'accroît un peu (16,3 % sur un an après 15,1 % en décembre), conséquence surtout de la hausse du tarif réglementé du prix du gaz de 15 % et de la résilience des prix à la pompe en conséquence des tensions sur les prix des produits pétroliers raffinés. La hausse des prix alimentaires demeure vive et ne s'infléchit pas (13,2 % après 12,1 %). La hausse des prix dans les services se tempère et revient franchement sous les 3 %. La hausse des prix des produits manufacturés s'élève à 4,6 % sur un an en janvier, comme en décembre. La détente des prix à la production chez les fournisseurs étrangers et l'appréciation de l'euro devraient avoir un effet baissier sur les prix des produits importés. En revanche les prix à la production français de produits industriels pour le marché français sont toujours en forte hausse (+20,7 % sur un an en décembre après 20,9 % en novembre). Les prix de production et de commerce de l'électricité augmentent vivement sur un mois (+10,9 % après +5,1 %) tout comme sur un an (+60,6 % après +55,3 %).

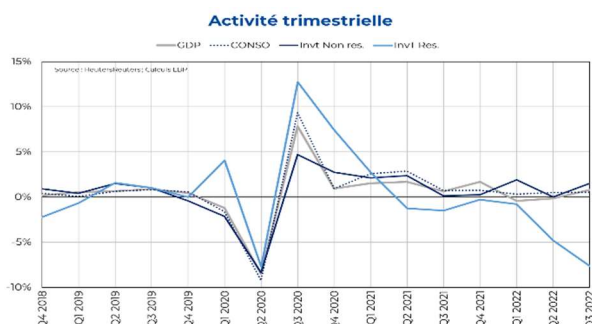
**Le commerce mondial baisse en novembre. C'est la conséquence notamment d'un repli des achats de certaines zones émergentes (Asie hors Chine et Amérique latine).** Selon l'indice RWI portant sur les containers, un redressement serait intervenu en décembre néanmoins. **Dans l'indice PMI mondial, les carnets de commandes à l'exportation de produits industriels sont un peu moins dégradés en janvier.**

### ETATS-UNIS – L'emploi surprend à la hausse

**En décembre, le revenu disponible a crû de 0,3 % et de 0,2 % en termes réels. Les dépenses personnelles ont baissé de -0,2 % en nominal (-1,6 % biens et +0,5 % services) et -0,3 % en réel (-0,9 % biens et 0 % services).** Les ventes au détail nominales sont en baisse de -1,1 % sur le mois et supérieures de 6 % à décembre 2021. Le déflateur de la consommation s'est établi à 5 % a/a (+0,1 % sur le mois). **Le taux d'épargne continue sa remontée 3,4 % (point bas 2,4 % en sept.). La production industrielle a baissé de -0,7 % en décembre (manufacturier -1,3 %) se situant +1,6 % au-dessus du niveau pré crise (+1,4 % pour la production manufacturière).** L'utilisation des capacités manufacturières atteint 77,5 %, soit 0,7 point de pourcentage au-dessous de sa moyenne de long terme (78,2 %).

**Concernant l'immobilier, en décembre, les ventes de neuf continuent à se redresser légèrement (+2,3 % m/m) à un niveau inférieur de 36 % à leur pic depuis deux ans.** Les permis de construire ont chuté de 1,5 % (plus bas 41 mois). **Dans l'ancien, les ventes ont baissé de -1,5 % sur le mois et de -40 % vs point haut de janvier 2021.** Le taux hypothécaire 30 ans a baissé à 6,2 %. L'indice de prix Case-Schiller (20 villes) a encore légèrement baissé en novembre. Il perd 3,6 % par rapport à son point haut de juin (baisse de -0,5 % sur le mois d'octobre).

**Le PIB a progressé de 2,9 % en rythme annualisé au T4 (0,7 % en rythme trim) et de 2,1 % sur l'ensemble de l'année 2022 (Au T4 : consommation +2,1 %, contribution des stocks +1,5 pts et des exports de 0,5 pt. En revanche l'investissement des entreprises freine à +0,7 % et l'immobilier freine à -27%).**



Le PIB se situe à 5,1 % au-dessus de son niveau fin 2019. L'acquis de croissance pour 2023 s'établit à +0,9 %.

**En janvier, les créations d'emplois (NFP) se sont établies au niveau très élevé de 517 K (vs 180 K moy. 2017-2019) avec un taux de participation en hausse de 10 pb à 62,4 % (vs 63 % 2017-2019) et un chômage en**

baisse à 3,4 %. Les indicateurs de tensions sur le marché du travail se réduisent. La hausse des salaires montre des signes de stabilisation sur les indices d'Atlanta (6,1 % var 3 mois vs 7 % au point haut).

**Les indicateurs avancés du mois de janvier envoient des signaux légèrement meilleurs mais inférieurs à 50.** Le PMI manufacturier S&P s'établit à 46,9 et le PMI services à 46,8. Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont faibles au 23/01 à 192 K (2017-2019 à 225 K).

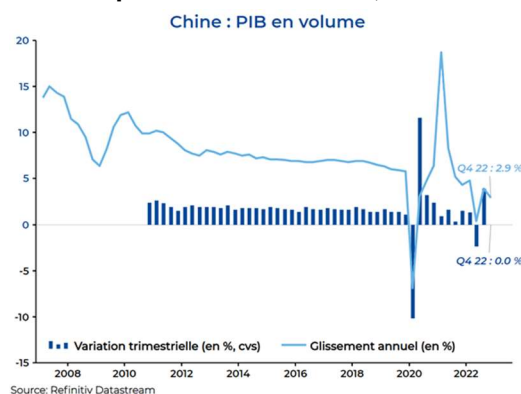
**L'inflation du mois de décembre atteint à 6,5 % en g.a vs point haut à 9 % en juin (+0,2 % sur le mois et 5,7 % en g.a pour l'inflation sous-jacente) en baisse de -0,1 point sur le mois due à l'énergie (-4,5%) et les véhicules d'occasion (-2,5 %).** Les prix à la production ont baissé de 0,5 % en décembre et s'élèvent à 6,2 % sur 1 an.

**Le plafond de dette a été atteint aux Etats-Unis, signifiant que le Congrès doit en agréer un nouveau faute de quoi l'Etat fédéral ferait défaut.** Il reste quelques semaines (a priori jusqu'en juin), le compte du Trésor disposant encore de 377 Md\$. Les républicains vont sans doute réclamer des coupes budgétaires, ce qui pourrait peser sur la croissance 2023.

**La Fed a relevé son taux directeur de 25 points de base, dans la fourchette 4,5 %-4,75 %, J. Powell a annoncé que d'autres hausses suivront.** Le point terminal pourrait être un peu supérieur à 5 % en cours d'année.

### CHINE – Année 2022 à oublier, qu'attendre de 2023 ?

**Au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, la croissance du PIB chinois a été nulle par rapport au trimestre précédent.** En glissement sur un an, l'activité décélère ainsi à +2,9 %, contre 3,9 % au T3. Jusqu'au début du mois de décembre, l'activité a été pénalisée par les mesures de restrictions zéro-Covid, renforcées dans un contexte de résurgence de l'épidémie de Covid. Ensuite, à partir du 7 décembre, l'abandon soudain et peu préparé de la politique zéro-Covid a également pesé sur l'activité : la très nette hausse du nombre de contaminations a entraîné des perturbations dans les chaînes de production (absentéisme). **Au total, la croissance chinoise s'est établie à +3,0 % en 2022 (après +8,4 % en 2021), un chiffre particulièrement faible au regard du rythme de croissance prépandémie (+6,8 % en moyenne entre 2014 et 2019) et éloigné de l'objectif des autorités qui avait été fixé à +5,5 % début 2022.**



**Début 2023, l'activité semble toutefois rebondir.** D'après les épidémiologistes officiels du pays, 80 % des

habitants auraient déjà été infectés par la Covid-19 avant le début des festivités du Nouvel An lunaire mi-janvier, et les perturbations liées à la réouverture de l'économie devraient progressivement se dissiper. Les enquêtes PMI ont ainsi nettement rebondi au mois de janvier : l'enquête officielle NBS signale en particulier un net rebond dans le secteur des services (54,4 après 41,6), qui repasse en zone d'expansion économique, et dans une moindre mesure dans l'industrie (50,1 après 47,0). La demande aurait été soutenue par la demande intérieure, en lien avec les festivités du Nouvel an chinois. Toutefois, les enquêtes restent dégradées dans les sous-indices des délais de livraison et des commandes à l'exportation.

**Fin janvier, le FMI a réhaussé sa prévision de croissance pour la Chine en 2023, à 5,2 % (contre 4,4 % dans les prévisions d'octobre).** Le FMI note en effet que la levée des restrictions sanitaires devrait stimuler l'activité en début d'année. **Toutefois, la prévision de croissance pour 2024 reste inchangée à +4,5 %, la croissance potentielle de la Chine souffrant notamment de la baisse de la démographie du pays :** la population chinoise a diminué de 850 000 personnes en 2022. Cette tendance devrait se poursuivre.

### JAPON – Un niveau d'inflation inédit

**L'inflation japonaise a atteint son plus haut niveau des 40 dernières années (+4 % en décembre).** Le taux d'inflation « core » (hors produits frais dont les prix sont volatils), affiché à +4,1 %, a nettement augmenté et l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) s'établit à +1,5 %.



**La hausse des salaires reste pour le moment modérée** (+1,3 % sur un an en novembre ; +1,9 % y compris bonus et heures supplémentaires) et cela contribue à contenir l'envolée des prix. **Mais cela pourrait changer prochainement** car une revalorisation moyenne de 3 % des salaires, sur proposition du gouvernement, serait à l'étude dans les organisations patronales du pays.

**L'industrie manufacturière reste en difficulté** mais la dégradation des conditions d'activité du secteur s'est modérée. Ainsi, **le PMI manufacturier s'est stabilisé d'un mois à l'autre** à 48,9 en janvier. **Du côté des services, la santé du secteur continue de s'améliorer** (PMI à 52,3). Malgré la persistance de l'inflation, le programme « *Nationwide travel discount program* » et la détente sur les restrictions sanitaires soutiennent l'activité.

### PAYS EMERGENTS – Temps d'arrêt dans la désinflation

**La production industrielle ralentit en novembre.** En Asie hors Chine, la production ne progresse que de 2,5 % sur un an en novembre avec des évolutions disparates entre zone : elle progresse fortement en Inde (+7,0 %) mais recule nettement à Taïwan et Thaïlande (-4,2 % et -5,1 %). La production recule aussi en Turquie (-1,6 %) et progresse à un faible rythme au Brésil (+1,3 %).

**Les PMI manufacturiers demeurent bien orientés en Inde, la situation est plus délicate dans le reste de l'Asie.** Il est bien orienté en Russie, rebondit en Turquie et demeure toujours mal orienté au Brésil.

**Dans ses dernières projections, le FMI s'attend à ce que la croissance accélère en Asie émergente en 2023 (+5,3 % après +4,3 %) grâce au rebond chinois.** L'activité devrait freiner nettement en Amérique latine (1,8 % après 3,9 %). L'inflation devrait diminuer lentement sans retrouver en 2024 ses précédents d'avant-crise (0,6 pt au-dessus de la moyenne 2017-2019).

**Prix à la consommation (Brésil, Russie, Inde, Turquie)**  
Variation sur un an, en %



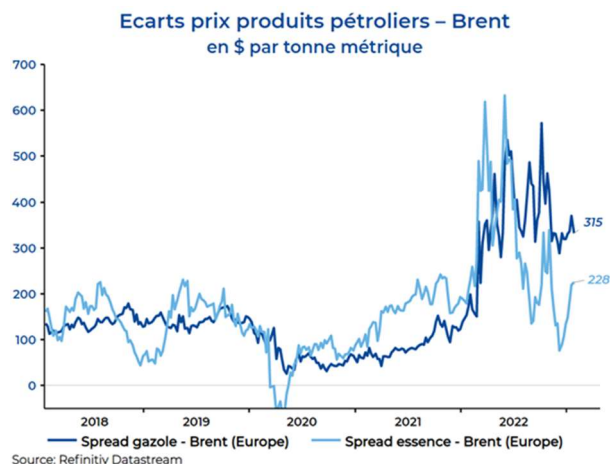
Après avoir ralenti depuis l'été 2022, l'inflation se stabilise en décembre en Russie (+11,9 % après +12,0 %), au Brésil (+5,8 % sur un an, après +5,9 %) ainsi qu'en Inde (+5,7 % sur un an, après +5,9 %). La hausse des prix ralentit nettement en Turquie bien qu'elle soit toujours alarmante (+64 % après +84 %). L'inflation alimentaire et dans les services freinent le reflux des autres biens. **La décrite progressive de l'inflation permet tout de même une accalmie sur le resserrement monétaire, en particulier en Amérique Latine.** Les taux directeurs ont été maintenus stables au Brésil et en Inde en décembre (resp. 13,75 % et 6,25 %). La hausse des taux a été limitée à 25 bps en Indonésie, en Corée du Sud (taux resp. à 5,75 % et 3,5 %). Malgré une inflation à 64 %, la Banque Centrale turque conserve ces taux inchangés.

**Le Président Lula a promulgué la loi de finances pour l'année 2023, qui prévoit la mise en œuvre d'une partie de ses promesses électorales, notamment l'augmentation des minima sociaux (hausse du Bolsa Familia de 400 à 600 BRL soit ~110 EUR).** Le déficit prévu dans le programme pour 2023 est de 2,2 % du PIB mais devrait être ramené à 1 % selon le dernier plan annoncé par le gouvernement, qui consistera principalement en des augmentations d'impôts et l'amélioration de l'efficacité de leur recouvrement.

## ENERGIE – Tensions sur les produits raffinés du pétrole

Le prix Brent a légèrement augmenté depuis le début de l'année, passant d'environ 78 \$ début janvier à 82 \$ début février. Le marché serait actuellement en situation d'excédent d'offre de 1,5 Mb/j. Toutefois, les anticipations d'offre et de demande contribuent aux tensions récentes sur les prix. Côté demande, avec la perspective d'un rebond de l'activité en Chine. **Après les sanctions sur le brut russe, de nouvelles sanctions européennes ont été mises en place le 5 février sur les produits raffinés** : il est interdit aux pays de l'UE d'importer de Russie des produits raffinés du pétrole. Cet embargo est complété par un système de plafonnement du prix des exportations russes de produits raffinés, comme ce qui a été fait pour le brut. Le diesel russe est ainsi plafonné à 100 \$/b contre une cotation autour de 125 \$/b actuellement. **Le prix des produits pétroliers sont ainsi très tendus sur les marchés début 2023, ce qui maintient un écart important entre prix du pétrole brut et prix à la pompe.**

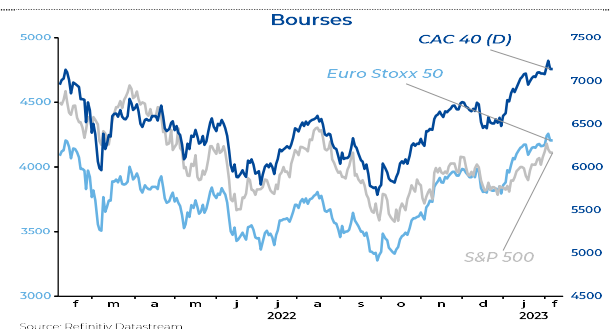
**Enfin, les prix du gaz et de l'électricité se maintiennent à un niveau bas début 2023** (mais encore supérieurs aux niveaux pré-pandémie), comparé aux pics haussiers de l'été 2022.



## BOURSE – Rebond de début d'année

Le mois de janvier a enregistré un net rebond de performances, +9,4% pour le CAC 40 et 6,2% pour le SP 500 sous l'influence de bonnes nouvelles sur le front de l'inflation laissant espérer un moindre resserrement monétaire des banques centrales.

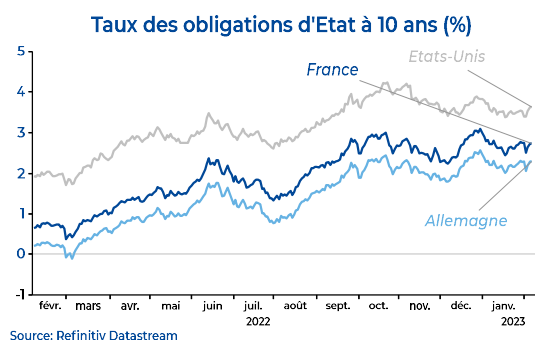
Au total, **le CAC termine le mois de janvier à 7082 points.**



## TAUX A LONG TERME – Les taux en baisse

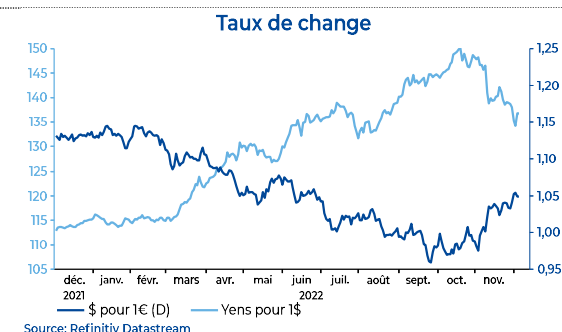
Malgré le ton ferme des banquiers centraux, la dynamique d'inflation à la baisse a entraîné une baisse des taux longs.

**L'OAT a vu son taux de rendement baisser de 36 points de base sur le mois à 2,75 %.**



## CHANGE – L'euro quasi stable

L'euro dollar évolue au gré des anticipations de durcissement relatif des politiques monétaires de chaque côté de l'Atlantique. Le durcissement de la BCE avait permis un rebond significatif depuis quelques mois. En janvier, **le taux de change a évolué dans une fenêtre de 3 pb et s'établit à 1,086** soit 1,7 pb au-dessus du mois précédent.



BOURSE

	NIVEAUX			PERFORMANCE			
	Plus bas en 2023	Plus haut en 2023	03/02/23	en monnaie locale		en euros	
				En 2022	Depuis le 1/1/2023	En 2022	Depuis le 1/1/2023
<b>ETATS-UNIS</b>							
Dow Jones	32 930	34 303	33 926	-8,8%	2,3%	-3,1%	1,5%
<b>S&amp;P 500</b>	<b>3 808</b>	<b>4 180</b>	<b>4 136</b>	<b>-19,4%</b>	<b>7,7%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>6,8%</b>
Nasdaq Composite	10 305	12 201	12 007	-33,1%	14,7%	-28,9%	13,8%
<b>JAPON</b>							
Nikkei 225	25 717	27 509	27 509	-9,4%	5,4%	-15,7%	4,3%
<b>ZONE EURO</b>							
<b>Euro Stoxx 50</b>	<b>3 856</b>	<b>4 258</b>	<b>4 258</b>			<b>-11,7%</b>	<b>12,2%</b>
<b>France (CAC 40)</b>	<b>6 595</b>	<b>7 234</b>	<b>7 234</b>			<b>-9,5%</b>	<b>11,7%</b>
Allemagne (Dax 30)	14 069	15 509	15 476			-12,3%	11,2%
Espagne (IBEX 35)	8 370	9 230	9 226			-5,6%	12,1%
Italie (FTSE MIB)	24 158	27 101	26 951			-13,3%	13,7%
<b>EUROPE</b>							
FTSE 100 (RU)	7 452	7 902	7 902	0,9%	6,0%	-4,2%	4,8%
Stoxx	429	461	461			-12,9%	8,4%
<b>MONDE</b>							
MSCI-Monde	2 595	2 848	2 821	-19,5%	8,4%	-14,5%	7,5%
MSCI-Emerging Markets	956	1 052	1 039	-22,4%	8,6%	-17,5%	7,7%

TAUX À LONG TERME

Taux à 10 ans	déc-22	janv-23	27-janv	03-févr
Allemagne	2,13	2,21	2,25	2,20
France	2,63	2,69	2,71	2,64
Italie	4,15	4,12	4,23	4,02
Espagne	3,18	3,23	3,27	3,17
Etats-Unis	3,62	3,55	3,52	3,53
Japon	0,33	0,46	0,48	0,49
Royaume-Uni	3,38	3,41	3,33	3,06

TAUX DE CHANGE

Taux de change	déc-22	janv-23	27-janv	03-févr
<b>1 euro = ... dollars</b>	1,06	1,08	1,09	1,08
<b>1 euro = ... yens</b>	142,73	140,45	140,86	142,24
<b>1 euro = ... sterling</b>	0,87	0,88	0,88	0,90
<b>1 dollar = ... yens</b>	134,88	130,37	129,85	131,17
<b>1 sterling = ... dollars</b>	1,22	1,22	1,24	1,21
<b>1 dollar = ... yuans</b>	6,97	6,79	6,78	6,77

**Pour s'abonner à nos publications :**



[Ouvrir ce lien pour s'abonner](#)

**Direction Finance et Stratégie – Direction des études économiques :**

**Philippe Aurain**, Directeur des études économiques

**Alain Henriot**, Responsable des études économiques

**Maël Blanchet**, Économiste

**Corentin Ponton**, Économiste

**Ranto Rabeantoandro**, Statisticien économiste

**Hocine Haddar**, Statisticien économiste

Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Etudes Economiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-ci. Il vous appartient de vérifier la pertinence de ces informations et d'en faire un usage adéquat.

[www.labanquepostale.com](http://www.labanquepostale.com)

---

La Banque Postale – Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 585 350 218 euros  
Siège social et adresse postale : 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06  
RCS Paris 421 100 645 – Code APE 64 19Z, intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424